

Convention relative aux conditions et modalités de financement de l'association Centre Européen de la Consommation (CEC) 2025-2027 Entre les partenaires régionaux <i>français</i> • la Région Grand Est (RGE) • la Collectivité européenne d'Alsace (CeA) • l'Eurométropole de Strasbourg <i>allemands</i> • le Ministère de l'alimentation, du Milieu rural et de la Protection des consommateurs du Bade-Wurtemberg • le Ministère de la famille, des femmes, de la culture et de l'intégration de la Rhénanie-Palatinat • le Land de Sarre • l'Ortenaukreis • la Ville d'Offenbourg • la Ville de Lahr • la Ville de Kehl • la Ville d'Achern • la Ville d'Oberkirch (dénommés ci-dessous : les partenaires) d'une part, et l'association de droit allemand Centre Européen de la Consommation (CEC), enregistrée à Fribourg-en-Brisgau sous le n° 370391, dont le siège est à Kehl, Bahnhofsplatz 3, représentée par la Direction générale	Vereinbarung über die Finanzierung des Vereins Zentrum für Europäischen Verbraucherschutz e.V. (ZEV) 2025-2027 Zwischen den regionalen Partnern <i>den französischen Partnern</i> • der Region Grand Est • der Europäischen Gebietskörperschaft Elsass (Collectivité européenne d'Alsace, CeA) • der Eurometropole Straßburg <i>den deutschen Partnern</i> • dem Ministerium für Ernährung, Ländlichen Raum und Verbraucherschutz Baden-Württemberg • dem Ministerium für Familie, Frauen, Kultur und Integration Rheinland-Pfalz • das Saarland • dem Ortenaukreis • der Stadt Offenbourg • der Stadt Lahr • der Stadt Kehl • der Stadt Achern • der Stadt Oberkirch (im Folgenden: den Partnern) einerseits und dem Verein Zentrum für Europäischen Verbraucherschutz e.V. (ZEV), eingetragen im Vereinsregister der Stadt Freiburg im Breisgau unter der Nr. 370391 mit Sitz in Kehl, Bahnhofsplatz 3, vertreten durch den Vorstand
---	--

(dénommée ci-dessous : Centre Européen de la Consommation (CEC)) d'autre part. Considérant les statuts de l'association dans leur rédaction du 14 décembre 2020 Il est convenu ce qui suit : Article 1 - Objet La présente convention a pour objet de définir les modalités de participation financière et de versement des partenaires régionaux pour les années 2025-2027. Article 2 - Le plan de financement 2025-2027 Pour la durée de la présente convention, les partenaires adoptent un budget prévisionnel de fonctionnement commun pour la réalisation des missions statutaires du Centre Européen de la Consommation, définies à l'article 2 de ses statuts en vigueur, joints à la présente convention. Cette annexe I est partie intégrante de la convention. Néanmoins, les contributions financières des partenaires financeurs pourront être constituées à la fois en crédits de fonctionnement et en crédits d'investissement. Cette répartition pourra être précisée chaque année par les partenaires par avenant à la convention. • Budget prévisionnel des exercices 2025-2027 Le budget prévisionnel triennal avec les contributions prévisionnelles des différents partenaires au titre des exercices 2025-2027 est ventilé dans le tableau figurant en annexe II. Cette annexe est partie intégrante de la présente convention. Le budget prévisionnel du Centre Européen de la Consommation (CEC) est déterminé sous réserve des décisions et autorisations budgétaires de chaque partenaire.	(im Folgenden: Zentrum für Europäischen Verbraucherschutz e.V. (ZEV)) andererseits. In Anbetracht der Vereinssatzung in ihrer Fassung vom 14. Dezember 2020 wird Folgendes vereinbart: Artikel 1 - Gegenstand der Vereinbarung Die vorliegende Vereinbarung legt die Modalitäten für die finanzielle Beteiligung und die Zahlungen der regionalen Partner für die Jahre 2025 – 2027 fest. Artikel 2 - Finanzplan 2025-2027 Für die Dauer der vorliegenden Vereinbarung verabschieden die Partner einen institutionellen Haushaltsplan zur Verwirklichung der satzungsgemäßen Aufgaben des Zentrums für Europäischen Verbraucherschutz, die in Artikel 2 seiner geltenden Satzung definiert sind. Diese Satzung ist als Anlage beigefügt und fester Bestandteil der vorliegenden Vereinbarung. Die Zuwendungen der Finanzpartner sind sowohl als institutionelle als auch Projektförderung möglich. Diese Aufteilung kann jedes Jahr von den Finanzpartnern durch eine Zusatzvereinbarung festgelegt werden. • Haushaltsplan für 2025-2027 Der dreijährige Haushaltsplan mit den vorgesehenen Förderbeträgen der verschiedenen Partner für den Abrechnungszeitraum 2025-2027 sind in Anhang II der beigefügten Tabelle aufgeschlüsselt. Letztere ist Bestandteil der vorliegenden Vereinbarung. Der Haushaltsplan des Zentrums für Europäischen Verbraucherschutz e.V. (ZEV) steht unter dem Vorbehalt der Haushaltsentscheidungen, dem Beschluss der kompetenten Gremien und der entsprechenden haushaltsrechtlichen Ermächtigung der Partner.
--	--

Les participations des collectivités françaises et des partenaires allemands (sans les länders allemands) au titre des exercices 2025-2027 seront engagées de manière ferme et définitive dès leur inscription au budget primitif annuel et après vote par les assemblées délibérantes. Les engagements financiers du Ministère de l’Alimentation, du Milieu rural et de la Protection des consommateurs du Bade-Wurtemberg, du Ministère de la Famille, des Femmes, de la Culture et de l’Intégration de la Rhénanie-Palatinat et du Land de Sarre seront respectivement fixés par une notification d’octroi annuelle, sous réserve de l’autorisation budgétaire. En cas de modification des recettes ou dépenses par rapport au budget triennal (2025-2027), le Centre Européen de la Consommation (CEC) présentera aux partenaires, au plus tard avant le 31 décembre de l’année en cours, le budget annuel de l’année à venir, adopté par le Conseil d’administration de l’association. Toute modification de l’engagement financier de l’un des partenaires ou du budget prévisionnel est à communiquer par écrit à l’ensemble des partenaires. Dans ce cas, ces derniers s’efforceront de trouver une solution commune. Le retrait d’un partenaire n’est possible qu’au terme de la convention financière en cours. Le retrait fera l’objet d’un avenant communiqué à l’ensemble des partenaires signataires. Article 3 - Modalités de contrôle Le Conseil d’administration du Centre Européen de la Consommation (CEC) nomme un auditeur externe chargé de produire un rapport de contrôle des comptes pour chaque année écoulée et de certifier la régularité et la sincérité de ces comptes incluant le contrôle du bilan et du compte de résultat.	Die finanzielle Beteiligung der französischen Gebietskörperschaften und der deutschen Partner (ohne die deutschen Bundesländer) für die Haushaltsjahre 2025-2027 wird erst nach deren Festschreibung in den Haushalten und Abstimmung in den jeweiligen beschlussfassenden Gremien rechtlich verbindlich. Die finanzielle Beteiligung des Ministeriums für Ernährung, Ländlichen Raum und Verbraucherschutz Baden-Württemberg, des Ministeriums für Familie, Frauen, Kultur und Integration Rheinland-Pfalz und des Saarlandes, steht jeweils unter dem Vorbehalt der Erteilung der haushaltsrechtlichen Ermächtigung und wird jeweils durch einen jährlichen Zuwendungsbescheid festgesetzt. Falls es zu Abänderungen bei den Ein- oder Ausgaben kommen sollte, die vom dreijährigen Haushalt (2025-2027) abweichen, legt das Zentrum für Europäischen Verbraucherschutz e.V. (ZEV) den Partnern bis spätestens zum 31. Dezember des laufenden Kalenderjahres den vom Verwaltungsrat gebilligten Haushaltsplan für das Folgejahr vor. Jede Änderung des finanziellen Engagements eines Partners oder des vorläufigen Haushaltsplans ist der Gesamtheit der Partner schriftlich anzuzeigen. In einem solchen Fall arbeiten die Letzteren gemeinsam auf eine einvernehmliche Lösung hin. Der Austritt eines Finanzpartners ist nur zum Ende der laufenden Finanzvereinbarung möglich. Jeder Austritt bedarf einer Änderungsvereinbarung, die an alle unterzeichnenden Partner übermittelt wird. Artikel 3 - Kontrollmodalitäten Der Verwaltungsrat des Zentrums für Europäischen Verbraucherschutz e.V. (ZEV) ernennt einen externen Wirtschaftsprüfer, der für jedes abgelaufene Jahr einen Bericht über die Rechnungsprüfung erstellt und die Ordnungsmäßigkeit und Vollständigkeit der Haushaltsführung mit Prüfung der Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung bestätigt.
--	---

Ce rapport doit être adopté par le Conseil d'administration. Il est transmis, à l'ensemble des partenaires, au plus tard le 30 juin de l'exercice suivant. De plus, le Centre Européen de la Consommation (CEC) remet aux partenaires allemands les justificatifs des dépenses composés d'un rapport financier et d'un rapport d'activité attestant de l'utilisation des subventions, conformément aux directives budgétaires des Länder participants. Ce document est complété par la déclaration attestant la conformité de l'usage des fonds et du principe de gestion économe selon les directives budgétaires des Länder, est à remettre aux Ministères régionaux, au plus tard, le 30 juin de l'exercice suivant. Le Ministère de l'Alimentation, du Milieu rural et de la Protection des consommateurs du Bade-Wurtemberg procède au contrôle pour l'ensemble des partenaires allemands et leur transmet les résultats. Par ailleurs, tout partenaire de la structure peut effectuer un contrôle financier de l'association. Cependant, ce contrôle devra être effectué sur pièces et sur place. Article 4 - Comptabilité Le budget adopté par le Conseil d'administration fera l'objet d'un compte de gestion séparé où seront inscrites les dépenses et les recettes. Si les recettes réelles sont supérieures aux prévisions budgétaires, les dépenses peuvent être proportionnellement augmentées. Les recettes et dépenses peuvent se compenser et être réparties différemment par rapport au budget prévisionnel, sans demande préalable. Dans le cas où la totalité de la somme versée par les partenaires n'aurait pas été utilisée au terme de la période d'exécution de la présente convention financière, l'excédent, tout comme éventuellement un déficit fera l'objet d'un report à nouveau sur le compte de gestion séparé consacré aux missions transfrontalières	Dieser Bericht ist vom Verwaltungsrat zu genehmigen und spätestens am 30. Juni des Folgejahres allen Partnern vorzulegen. Des Weiteren legt das Zentrum für Europäischen Verbraucherschutz e.V. (ZEV) den deutschen Partnern einen Verwendungsnachweis, bestehend aus einem Finanz- und einem Tätigkeitsbericht vor, der den Nachweis über die zweckentsprechende Mittelverwendung in Übereinstimmung mit den haushaltsrechtlichen Vorschriften der teilnehmenden Länder liefert. Der Verwendungsnachweis wird durch eine Erklärung vervollständigt, die besagt, dass die haushaltsrechtlichen Vorgaben der Länder beachtet wurden und dass wirtschaftlich und sparsam verfahren wurde, und ist bis spätestens 30. Juni des Folgejahres den Landesministerien vorzulegen. Das Ministerium für Ernährung, Ländlichen Raum und Verbraucherschutz Baden-Württemberg führt die Prüfung für alle deutschen Partner durch und übermittelt ihnen das Ergebnis. Des Weiteren kann jeder Partner eine Finanzprüfung des Vereins durchführen. Allerdings muss diese Prüfung anhand von Belegen und vor Ort durchgeführt werden. Artikel 4 - Buchführung Der vom Verwaltungsrat genehmigte Haushalt ist Gegenstand einer gesonderten Kostenstelle, auf dem die Ausgaben und Einnahmen eingetragen werden. Wenn die tatsächlichen Einnahmen höher als im Haushaltsplan vorgesehen sind, können die Ausgaben anteilig erhöht werden. Die Einnahmen und Ausgaben sind gegenseitig deckungsfähig und können ohne vorherige Genehmigung ausgeglichen und anders als im Haushaltsplan vorgesehen verteilt werden. Falls bis Ablauf der vorliegenden Finanzvereinbarung nicht der gesamte von den Partnern gezahlte Betrag verwendet wurde, wird der Restbetrag, ebenso wie ein eventueller Verlust, als Gewinn- bzw. Verlustvortrag auf die gesonderte Kostenstelle des Vereins für grenzüberschreitende
---	--

régionales, si aucune autre disposition n'a été décidée avec les partenaires financiers. Les reports à nouveau seront votés par le Conseil d'administration. Pour la Région Grand Est, au regard de son règlement budgétaire et financier : si les dépenses réalisées et justifiées par le bénéficiaire sont inférieures au montant des dépenses subventionnables mentionné en annexe II, la subvention sera réduite au prorata. Le cas échéant, si les sommes déjà versées étaient supérieures aux dépenses finalement réalisées, le trop-perçu serait remboursé par le bénéficiaire sur émission par la Région Grand Est d'un titre de recette. Le risque financier est assumé par le Centre Européen de la Consommation (CEC). Article 5 – Modalités de versement Les contributions financières sont versées sur la base de la présente convention, selon les modalités suivantes : • <u>Région Grand Est</u> Un acompte de 50% du montant de la subvention annuelle sera versé en début d'année sur présentation d'une demande de versement signée par le représentant légal de l'association, d'un prévisionnel des activités et du procès-verbal de la dernière assemblée générale de l'association. Le solde, soit 50% du montant de la subvention annuelle, sera versé sur présentation d'une demande de versement signée par le représentant légal de l'association, du rapport d'activité de l'année précédente et du rapport financier de l'année précédente visé par l'auditeur externe. Le prévisionnel des activités et le rapport d'activité devront faire apparaître les objectifs et réalisations. S'il apparaît que l'objet de la subvention n'a pas été respecté, la Région en demandera le remboursement.	Aufgaben übertragen, sofern mit den Finanzpartnern keine andere Regelung getroffen wurde. Die Gewinn- bzw. Verlustvorträge werden vom Verwaltungsrat genehmigt. Für die Region Grand Est ist im Hinblick auf ihre Haushalts- und Finanzordnung folgendes zu ergänzen: Unterschreiten die Ausgaben des Begünstigten den in Anhang II genannten Betrag der förderfähigen Ausgaben, so wird die Förderung anteilig gekürzt. Sind die Fördermittel bereits vorher ausgezahlt worden, und unterschreiten die Ausgaben die bereits ausgeschütteten Fördermittel, so kann der überschüssige Betrag vom Begünstigten durch die Region Grand Est zurückgefordert werden. Das finanzielle Risiko trägt das Zentrum für Europäischen Verbraucherschutz e.V. (ZEV). Artikel 5 - Auszahlungsmodalitäten Die Beiträge werden auf der Grundlage der vorliegenden Vereinbarung und nachfolgenden Modalitäten ausbezahlt: • <u>Region Grand Est</u> Eine Anzahlung in Höhe von 50% des jährlichen Zuschusses wird zu Beginn des laufenden Jahres auf Vorlage einer vom gesetzlichen Vertreter des Vereins unterzeichneten Auszahlungsanforderung, eines vorläufigen Arbeitsprogramms und des Protokolls der letzten Mitgliederversammlung des Vereins ausbezahlt. Der Rest, also weitere 50% des jährlichen Zuschusses, wird auf Vorlage einer vom gesetzlichen Vertreter des Vereins unterzeichneten Auszahlungsanforderung, des Jahresberichtes für das Vorjahr und des vom externen Wirtschaftsprüfer für den vergangenen Abrechnungszeitraum erstellten Finanzberichts ausbezahlt. Das vorläufige Arbeitsprogramm und der Jahresbericht müssen die Ziele und deren Umsetzung aufweisen. Falls es sich herausstellt, dass der Anwendungszweck nicht eingehalten wurde, wird die Region eine Rückerstattung verlangen.
--	---

- Eurométropole Strasbourg :

Un acompte de 50% du montant de la subvention annuelle sera versé en début d'année sur présentation d'une demande de versement signée par le représentant légal de l'association, d'un prévisionnel des activités et du procès-verbal de la dernière assemblée générale de l'association.

Le solde, soit 50% du montant de la subvention annuelle, sera versé sur présentation d'une demande de versement signée par le représentant légal de l'association, du rapport d'activité de l'année précédente et du rapport financier de l'année précédente visé par l'auditeur externe. Le prévisionnel des activités et le rapport d'activité devront faire apparaître les objectifs et réalisations.

- Collectivité européenne d'Alsace

Un acompte de 50% du montant de la subvention annuelle sera versé en début d'année sur présentation d'une demande de versement signée par le représentant légal de l'association, d'un prévisionnel des activités générales et du procès-verbal de la dernière assemblée générale de l'association. Le solde, soit 50% du montant de la subvention annuelle, sera versé sur présentation d'une demande de versement signée par le représentant légal de l'association, du rapport d'activité de l'année précédente et du rapport financier de l'année précédente visé par l'auditeur externe. Le prévisionnel des activités et le rapport d'activité devront faire apparaître les objectifs et réalisations.

Le CEC s'engage à transmettre l'ensemble des éléments de l'année sus-cités intégrant l'utilisation de la subvention à la CeA au plus tard le 30 juin de l'année N+1. S'il apparaît que l'objet de la subvention n'a pas été respecté, un titre de recettes sera émis par la CeA en année N+1 pour en demander le remboursement. Le règlement budgétaire et financier de la CeA s'applique de façon supplétive.

- Eurometropole Straßburg:

Eine Anzahlung in Höhe von 50% des jährlichen Zuschusses wird zu Beginn des laufenden Jahres auf Vorlage einer vom gesetzlichen Vertreter des Vereins unterzeichneten Auszahlungsanforderung, eines vorläufigen Arbeitsprogramms und des Protokolls der letzten Mitgliederversammlung des Vereins ausbezahlt.

Der Rest, also weitere 50% des jährlichen Zuschusses, wird auf Vorlage einer vom gesetzlichen Vertreter des Vereins unterzeichneten Auszahlungsanforderung, des Jahresberichtes für das Vorjahr und des vom Wirtschaftsprüfer für den vergangenen Abrechnungszeitraum erstellten Finanzberichts ausbezahlt. Das vorläufige Arbeitsprogramm und der Jahresbericht müssen die Ziele und deren Umsetzung aufweisen.

- Europäische Gebietskörperschaft Elsass.

Eine Anzahlung in Höhe von 50% des jährlichen Zuschusses wird zu Beginn des laufenden Jahres auf Vorlage einer vom gesetzlichen Vertreter des Vereins unterzeichneten Auszahlungsanforderung, eines vorläufigen Arbeitsprogramms und des Protokolls der letzten Mitgliederversammlung des Vereins ausbezahlt.

Der Rest, also weitere 50% des jährlichen Zuschusses, wird auf Vorlage einer vom gesetzlichen Vertreter des Vereins unterzeichneten Auszahlungsanforderung, des Jahresberichtes für das Vorjahr und des vom Wirtschaftsprüfer für den vergangenen Abrechnungszeitraum erstellten Finanzberichts ausbezahlt. Das vorläufige Arbeitsprogramm und der Jahresbericht müssen die Ziele und deren Umsetzung aufweisen.

Das ZEV verpflichtet sich, alle vorgenannten jährlichen Unterlagen mit den Angaben zur Verwendung des Zuschusses an die CeA zu übermitteln, und zwar spätestens bis zum 30. Juni des Folgejahres. Falls es sich herausstellt, dass der Zweck der Zuwendung nicht eingehalten wurde, wird die CeA im Folgejahr eine Rückerstattung verlangen. Das Haushaltrechts der CeA findet ergänzend Anwendung.

• <u>Ortenaukreis</u> au 31 mars de l'année en cours, sur la base d'une demande écrite • <u>Ville d'Achern</u> au 31 mars de l'année en cours, sur la base d'une demande écrite • <u>Ville de Kehl</u> : mensuellement • <u>Ville de Lahr</u> au 31 mars de l'année en cours, sur la base d'une demande écrite • <u>Ville d'Offenburg</u> au 31 mars de l'année en cours, sur la base d'une demande écrite • <u>Ville d'Oberkirch</u> au 31 mars de l'année en cours, sur la base d'une demande écrite • <u>Ministère de l'Alimentation, du Milieu rural et de la Protection des consommateurs du Bade-Wurtemberg</u> Les fonds sont débloqués sur la base de la notification d'octroi des subventions. Les fonds sont dédiés exclusivement au financement des dépenses de fonctionnement du CEC pour la mise en œuvre des objectifs et des missions statutaires. Les fonds ne peuvent être dépensés que pendant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'exercice en cours. Les fonds non utilisés jusqu'au 31 décembre de l'exercice courant sont à rembourser immédiatement et sans demande à la Landesoberkasse Bade-Wurtemberg. Les modalités du contrat de financement annuel restent applicables. L'établissement d'une notification d'octroi des subventions est nécessaire. • <u>Ministère de la famille, des femmes, de la culture et de l'intégration de la Rhénanie-Palatinat</u> 25% au 15 janvier de l'année en cours 25% au 15 avril de l'année en cours 25% au 15 juillet de l'année en cours 25% au 15 octobre de l'année en cours, sur la base d'une demande écrite.	• <u>Ortenaukreis</u> zum 31. März des laufenden Jahres auf der Basis einer schriftlichen Anforderung • <u>Stadt Achern</u> zum 31. März des laufenden Jahres auf der Basis einer schriftlichen Anforderung • <u>Stadt Kehl</u>: monatlich • <u>Stadt Lahr</u> zum 31. März des laufenden Jahres auf der Basis einer schriftlichen Anforderung • <u>Stadt Offenburg</u> zum 31. März des laufenden Jahres auf der Basis einer schriftlichen Anforderung • <u>Stadt Oberkirch</u> zum 31. März des laufenden Jahres auf der Basis einer schriftlichen Anforderung • <u>Ministerium für Ernährung, Ländlichen Raum und Verbraucherschutz Baden-Württemberg</u> Der Mittelabruf erfolgt auf Basis des Zuwendungsbescheides. Die Mittel sind zweckgebunden und dienen ausschließlich der institutionellen Förderung des ZEV und der damit verbundenen Ziele und satzungsgemäßen Aufgaben. Ausgaben aus den bewilligten Mitteln dürfen nur vom 01.01.-31.12. des jeweils laufenden Jahres getätigt werden. Bis zum 31. Dezember des jeweils laufenden Jahres nicht verbrauchte Mittel sind unverzüglich und unaufgefordert an die Landesoberkasse Baden-Württemberg zu überweisen. Im Übrigen gelten die Modalitäten des jährlichen Bewilligungsbescheides. Auf die Erstellung eines jährlichen Verwendungsnachweises wird hingewiesen. • <u>Ministerium für Familie, Frauen, Kultur und Integration Rheinland-Pfalz</u> 25% zum 15. Januar 25% zum 15. April 25% zum 15. Juli 25% zum 15. Oktober des jeweils laufenden Jahres auf der Basis einer schriftlichen Anforderung.
---	--

• <u>Land de Sarre</u> au 31 mars de l'année en cours, sur la base d'une demande écrite, à laquelle devront être joints les statuts de l'association et le budget prévisionnel de l'année concernée. Article 6 - Elargissement à d'autres partenaires L'adhésion à la présente convention est ouverte à tout partenaire souhaitant soutenir financièrement les missions transfrontalières de l'association. Toute adhésion fera l'objet d'un avenant communiqué à l'ensemble des partenaires signataires. En accord avec ses partenaires, le Centre Européen de la Consommation (CEC) s'efforcera de - trouver de nouvelles sources de financement (par ex: nouveaux co-financeurs, financement de projets spécifiques...), - développer des effets de synergie par le biais d'une coopération avec les autres structures transfrontalières ou européennes. Le Conseil d'administration en est régulièrement informé. Fait à Le	• <u>Saarland</u> zum 31. März des laufenden Jahres auf der Basis einer schriftlichen Anforderung, der der Haushaltsentwurf des jeweiligen Jahres sowie die Satzung des Vereins beizufügen ist. Artikel 6 – Erweiterung mit anderen Partnern Der Beitritt zur vorliegenden Vereinbarung steht weiteren Fördergebern offen, welche die grenzüberschreitenden Aufgaben des Vereins finanziell unterstützen möchten. Jeder Beitritt bedarf eines Nachtrags, der an alle unterzeichnenden Partner übermittelt wird. Im Einvernehmen mit den Partnern strebt das Zentrum für Europäischen Verbraucherschutz e.V. (ZEV) an, - weitere Finanzierungsquellen zu finden (z.B. neue Finanzpartner, die Einwerbung von Projektmitteln ...), - durch Zusammenarbeit mit den anderen grenzüberschreitend oder europäisch tätigen Einrichtungen Synergieeffekte zu erzielen. Der Verwaltungsrat wird regelmäßig unterrichtet. Ausgefertigt in Am
---	--